



<http://www.udb-bzh.net/>

Communiqué de presse

le 24 juillet 2008

**Réforme de la Constitution : pour l'UDB, il s'agit d'une réformette alors que nos institutions et la démocratie ont besoin d'une révolution !**

Le Congrès vient d'adopter de justesse, à une voix près, la réforme des institutions. Pour l'UDB, s'il y a quelques avancées, les propositions adoptées sont en profond décalage avec la réalité. Cette réformette n'est pas de nature à réconcilier les Français avec la politique. Si les parlementaires sont un peu plus considérés, de l'autre côté la présidentialisation est accentuée, comprenne qui pourra !

Cette réforme ignore l'espérance de démocratie. Rien sur la limitation du cumul des mandats ; rien sur l'introduction d'une dose de proportionnelle aux élections législatives ; rien sur l'évolution du Sénat, assemblée conservatrice et dont le fonctionnement est jugé par beaucoup dépassé voire poussiéreux ; rien sur le droit de vote des résidents étrangers ...

Au niveau institutionnel et politique, cette réforme se traduit par des petits arrangements et petits redécoupages électoraux, alors qu'une révolution est nécessaire. Rien sur l'opacité du mille feuille administratif français ; rien sur la répartition incompréhensible des compétences entre les divers échelons institutionnels et politiques ; rien sur l'illisibilité de la fiscalité locale...

Au niveau des langues régionales, il y a une timide reconnaissance, l'article 75-1 les intègre dans le patrimoine de la nation, mais sans moyens nouveaux le problème de leur non promotion reste entier !

L'UDB considère que la démocratie et les citoyens sont les grands oubliés du débat. Mais que fallait-il attendre d'un président jacobin, prônant le libéralisme débridé et obsédé par le pouvoir ? Pour l'UDB, l'urgence est dans la construction d'une VI ème République, réellement parlementaire respectueuse des droits des citoyens, une république régionalisée donnant plus d'autonomie aux régions comme partout en Europe.

**Pour l'Union démocratique bretonne,  
La porte-parole Mona Bras**